



ICHRP-Canada

INTERNATIONAL COALITION FOR
HUMAN RIGHTS IN THE PHILIPPINES

November 27, 2021

Karim Khan
Information and Evidence Unit
Office of the Prosecutor
Post Office Box 19519
2500 CM The Hague
The Netherlands
otp.informationdesk@icc-cpi.int

ICHRP-Canada demande que l'ENQUÊTE DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE (CPI) SUR LES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ du gouvernement Duterte se poursuive sans délai.

Cher Monsieur,

La Coalition internationale pour les droits de la personne aux Philippines (ICHRP-Canada), exprime son extrême déception face à la décision de la CPI de suspendre temporairement son enquête sur les crimes contre l'humanité commis par le gouvernement philippin dans la « guerre contre la drogue » à la demande de gouvernement des Philippines.

La demande du gouvernement philippin reposait sur deux arguments :

- 1) que les Philippines mènent leur propre enquête sur ces crimes et que l'intervention de la CPI n'est pas requise.
- 2) que dans la plupart des cas, la police se défendait tout en appréhendant les suspects et que les meurtres étaient considérés comme justes.

Comme il est exprimé dans la lettre qui vous est adressée et envoyée le 25 novembre par M. Peter Murphy, président d'ICHRP Global, qui soumet respectueusement que l'enquête devrait reprendre dès que possible, puisque :

« Ces deux arguments avaient déjà été présentés à plusieurs reprises au Bureau du Procureur avant la recommandation d'enquête de juin 2021 de votre prédécesseur, et le 15 septembre 2021, autorisation de l'enquête par la Chambre préliminaire I. Ils ne sauraient être convaincants. »

L'affirmation selon laquelle les institutions nationales et les mécanismes de responsabilisation du pays sont « pleinement fonctionnels » n'est nullement étayée par des preuves, ce qui constitue une manœuvre visant à bloquer la justice internationale et un déni de la responsabilité du gouvernement philippin. Le ministère de la Justice des Philippines n'enquête que sur 52 cas sur plusieurs milliers identifiés et Rodrigo Duterte et son équipe échappent au processus de la CPI n'étant pas les sujets des enquêtes. De plus, le groupe de travail de l'ordonnance administrative n° 35 sur les exécutions extrajudiciaires n'a fait que très peu de progrès ce qui n'a pas permis de mettre un terme aux assassinats de militants, de défenseurs des droits humains et de journalistes.

Contrairement à l'argumentaire de report du gouvernement philippin, force nous est de constater que les mécanismes nationaux philippins sont inefficaces et ne parviennent pas à responsabiliser les auteurs des violations des droits de la personne dans la guerre contre la drogue du gouvernement Duterte. Les preuves crédibles du procureur de la CPI et les conclusions des premier et deuxième rapports de la Commission internationale indépendante d'enquête sur les violations des droits de l'homme aux Philippines ([Investigate PH](#)), identifient clairement le manque d'impartialité du système judiciaire philippin et le système d'impunité. Le deuxième rapport d'Investigate PH sur les trois guerres a démontré de façon méthodologique que les tribunaux avaient été utilisés pour soutenir les actions de la police en émettant de faux mandats à la fois dans la guerre contre la dissidence et la guerre contre la drogue.

Le régime de Duterte a efficacement armé les tribunaux dans son approche nationale pour réprimer la dissidence et soutenir les actions policières et militaires musclées contre le peuple philippin. Le procureur et l'enquête PH ont conclu qu'il n'y avait pas de recours internes disponibles pour le peuple philippin et que la mort de dizaines de milliers de Philippines sous Duterte n'était pas accidentelle ; c'est la politique systémique de l'État.

ICHRP-Canada exhorte la CPI à revoir sa décision de suspension et à poursuivre son « enquête sur tout crime présumé relevant de la compétence de la Cour, y compris, mais sans s'y limiter, les crimes contre l'humanité commis aux Philippines entre le 1er novembre 2011 et le 16 mars 2019, dans le cadre de la soi-disant « campagne de guerre contre la drogue » et à continuer son travail afin de recueillir des preuves et poursuivre la confection du dossier contre le gouvernement de Duterte pour crimes contre l'humanité. La CPI doit donner une voix et donner accès à la justice aux victimes de ce régime tyrannique.

Merci de nous répondre.

Paix, courage et Solidarité!

Patricia Lisson, (Rev.)

Chair, ICHRP – Canada

Cc: The Right Honourable Justine Trudeau, Prime Minister

Mélanie Joly, Minister of Foreign Affairs

Claude DeBellefeuille, Whip of the Bloc Québécois, MP

Heather McPherson, Deputy Whip of the New Democratic Party, MP

Alexis Brunelle-Duceppe, Bloc Québécois, MP

Mr. Lundy, Global Affairs Canada